



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 8 Mai 2023

❖ Régional

L'abandon du LIBOR fait craindre des pressions sur les 51 Mds USD totaux de dettes libellées en dollars au Kenya, Ouganda et Tanzanie

La réévaluation des prêts étrangers crée des incertitudes dans les économies d'Afrique de l'Est qui cherchent à se protéger contre une éventuelle augmentation du service de leurs dettes suite à l'abandon du LIBOR comme taux de référence fin juin 2023. En effet, les emprunteurs souverains sont fortement exposés au risque de volatilité des taux d'intérêts en raison de la part importante de leur dette libellée en dollars. Pour rappel, en mars 2023, la dette extérieure de la Tanzanie s'élevait à 29,59 Mds USD dont 68 % libellés en dollars. Au Kenya, l'encours de la dette extérieure s'élevait à 30,4 Mds USD au mois de février, dont 67 % libellés en dollars. Et en Ouganda, le stock total de la dette publique fin de décembre 2022 avait augmenté de 4,8 % pour atteindre 21,74 Mds USD (dont 30 % libellés en dollars). Le Trésor national kényan, en consultation avec les créanciers concernés, travaille à une transition du LIBOR vers des taux alternatifs tels que le *Secured Overnight Financing Rate (SOFR)* pour les prêts libellés en dollars. Cependant,

les remplacements proposés pour le LIBOR seront spécifiques à chaque pays.

❖ Burundi

Pas de brève cette semaine

❖ Comores

Les services du FMI et les autorités comoriennes s'accordent sur un nouveau programme de Facilité élargie de crédit

Les services du Fonds monétaire international (FMI) ont annoncé dans un communiqué du 8 mai s'être accordés avec les autorités comoriennes pour l'instruction d'un nouveau programme de Facilité élargie de crédit (FEC), qui sera prochainement présenté au conseil d'administration du Fonds. Le nouveau programme FEC s'étalera sur une période de quatre ans et donnera accès à 32,04 MDTs (près de 43 MUSD) aux Comores. Il vise notamment l'assainissement progressif des finances publiques, le renforcement du secteur financier et l'amélioration la lutte contre la corruption. Il contribuera à soutenir les efforts de restructuration et

d'opérationnalisation de la nouvelle Banque Postale des Comores.

Djibouti

Pas de brève cette semaine

Erythrée

Pas de brève cette semaine

Ethiopie

Hausse des prix d'achat d'or par la Banque centrale

La Banque centrale (NBE) a augmenté ses primes pour les mineurs d'or par rapport au prix international pour lutter contre le marché de contrebande. Les nouvelles primes impliquent 35 % pour les fournitures pesant jusqu'à 150 g, 52 % pour 1 kg et 55 % pour 5 kg. Pour les mineurs artisanaux cette prime passe de 29 % l'année dernière à 35 %. Cette décision intervient suite à une baisse de l'offre d'or à la NBE sur les 9 mois de l'EFY 2022/23, seulement 2,684 kg reçus au lieu des 10 000 kg attendus, soit une baisse de 62,5%. Cette baisse ne serait pas due à la production (2,68 t d'or auraient été produits sur l'année fiscale actuelle) mais au commerce de contrebande qui acheminerait une partie de l'or éthiopien vers des pays voisins pour gagner des devises et le revendre sur le marché noir. Un groupe de travail dirigé par l'Agence de sécurité des réseaux d'information est en place pour sécuriser les zones d'exploitation et lutter contre le commerce illicite. Néanmoins, malgré la hausse de ces primes, les prix

d'achats de la NBE restent inférieurs à l'écart (70 %) entre le marché officiel et le marché noir des devises. L'année dernière, les exportations aurifères avaient généré 560 MUSD, contre seulement 150,6 MUSD générés sur les 9 premiers mois de 2022/23.

Importations d'engrais entravées par la pénurie de devises

La pénurie de devises empêcherait l'achat et la distribution d'engrais aux agriculteurs. Malgré les démarches du ministère de l'Agriculture (MoA) pour éviter des retards cette année, seule la moitié des besoins de paiement aux fournisseurs (6,9 M quintaux sur 12,8 M) ont été couverts par les lettres de crédit de la banque publique CBE, laissant plus de 5 M quintaux en suspens. Actuellement, seuls 4,7 M des 15 M de quintaux achetées par le ministère ont été livrées aux agriculteurs. Le MoA prévoyait de distribuer les 2,2 M de quintaux d'engrais restants de l'année précédente et d'importer 12,8 M de quintaux pour l'année de récolte avec un budget prévisionnel 1 Md USD. Dans un contexte d'amenuisement des réserves de devises de l'Éthiopie, les importations d'engrais ont coûté 1,4 Md USD sur l'année fiscale 2021/22 au pays (+98 % par rapport à l'année précédente).

Kenya

Les prêts de la Chine pour le Kenya atteignent leur plus bas niveau depuis 2008

La publication des documents du *National Treasury* kényan indique que les prêts chinois pour l'exercice FY2023/2024 tomberont à 12,7 MUSD contre 216,5 MUSD en FY2022/2023 et 522,5 MUSD en 2017 (année de financement record). En effet, au cours de la dernière décennie, le pays a été l'un des principaux bénéficiaires des prêts accordés par la Chine pour le développement des infrastructures telles que des routes (*Thika Super Highway*) et des chemins de fer (SGR), faisant de Pékin le plus grand créancier bilatéral du Kenya depuis 2015. La baisse des financements accordés survient alors Pékin adopte une approche plus prudente en matière de prêts en Afrique, où certains pays ont atteint la limite de leur capacité d'emprunt. D'ici 2025, le président chinois a déclaré que son pays réduirait d'un tiers le montant global des fonds fournis à l'Afrique, pour le ramener à 40 Mds USD. Dans le même temps, le Kenya a augmenté son recours aux prêts concessionnels multilatéraux. Pour rappel, les prêts de la Banque mondiale ont presque doublé lors des trois précédents exercices, passant de 5,9 à 11 Mds USD, tandis que ceux du FMI ont plus que triplé, passant de 480 MUSD à 1,75 Md USD sur la même période.

Le Kenya cherche à accéder au nouvel instrument du FMI

Le Kenya a demandé l'accès au "*Resilience and Sustainability Trust*" (RST), nouvel instrument de financement à long terme FMI. Cette facilité vise à aider les pays à faible revenu et les pays vulnérables à revenu intermédiaire à renforcer leur résistance face aux chocs extérieurs. La directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a déclaré lors de sa visite à Nairobi début mai, que les services du fonds se rendraient au

Kenya fin mai, afin d'examiner cette demande et de mener la cinquième revue de l'accord de l'*Extended Credit Facility* (ECF) en cours. Pour rappel, le programme ECF d'un montant total de 2,4 Mds USD et d'une durée de 38 mois, qui s'appuie sur des réformes structurelles, a été approuvé le 2 avril 2021 dans le but de remédier aux vulnérabilités de la dette liées à la pandémie de Covid-19 et aux chocs mondiaux.

L'Allemagne et le Kenya renforcent leur partenariat en matière de climat et d'énergie

A l'occasion d'une visite officielle au Kenya, le chancelier allemand Olaf Scholz et le président William Ruto, ont annoncé un renforcement de leur coopération en matière de protection du climat et du développement des énergies renouvelables. L'Allemagne s'est notamment engagée à financer l'extension de la station géothermique d'Olkaria proche du lac Naivasha. Le Kenya souhaite en effet atteindre un mix électrique à 100% renouvelable (90% aujourd'hui) à horizon 2030. Le chancelier Scholz s'est par ailleurs engagé à apporter un soutien financier et technique pour l'organisation de l'*Africa Climate Action Summit* qui se tiendra à Nairobi entre le 4 et le 6 septembre prochain. Le président Ruto a également confirmé l'adhésion officielle du Kenya au Club Climat, créé en décembre 2022 par le G7, qui appelle à la mise en œuvre rapide de l'Accord de Paris.

Madagascar

La Banque centrale relève le corridor des taux d'intérêt

Suite à la réunion de son comité monétaire le 9 mai, la Banque centrale malgache (BFM) a décidé de relever le corridor des taux d'intérêt : le taux des facilités de dépôt augmente de 8,1% à 8,5% après avoir été maintenu à 8,1% en février 2023. Celui des facilités de prêt marginal augmente à 10,5% après un maintien à 10,1% en février dernier. La BFM motive sa décision par une volonté de stabilisation des prix face aux pressions inflationnistes au niveau international liées aux prix de l'énergie et des matières premières, dans le contexte de crise en Ukraine. La Banque centrale malgache (BFM) a récemment décidé de diminuer le coefficient des réserves obligatoires unique de 13% à 9% le 26 avril afin de faciliter la relance du crédit. Par ailleurs, elle a révisé à la baisse ses prévisions d'inflation pour 2023 (8% contre 9,2% initialement prévus).

🍷 Maurice

Pas de brève cette semaine

🍷 Ouganda

Des difficultés pour financer le projet pétrolier

La banque britannique *Standard Chartered Bank* a retiré son offre de financement de 5 MdsUSD du projet EACOP (*East African Crude Oil Pipeline*). TotalEnergies, qui a signé en février 2022 un accord d'investissement de 10 MdsUSD avec les gouvernements ougandais et tanzanien et avec le groupe pétrolier chinois CNOOC (*China National Offshore Oil Corporation*), cherche à boucler le financement du projet pour que la production puisse débuter en 2025

comme annoncé. Le caractère controversé du projet en Europe devrait pousser TotalEnergies à se tourner vers des financements chinois, dans la continuité du contrat conclu le mois dernier avec l'entreprise *China Petroleum Pipeline Engineering (PPP)*, filiale d'une entreprise détenue par l'Etat chinois, pour la construction de l'oléoduc.

🍷 Rwanda

Une société minière britannique souhaite exploiter le lithium au Rwanda

Aterian PLC, une firme britannique spécialisée dans l'exploration et le développement de métaux stratégiques, a exprimé son enthousiasme à l'idée de trouver du lithium au Rwanda, après que de divers signes ont indiqué sa présence. En 2018, le gouvernement rwandais a appelé les investisseurs à s'engager dans l'exploration et le traitement du lithium pour faire du pays une destination pour les investissements miniers. Luke Rogers, directeur de l'exploitation d'*Aterian PLC*, a déclaré que son entreprise a vu de nombreux signes de la présence potentielle de lithium en profondeur et qu'il est convaincu que le Rwanda sera un producteur de concentré de lithium durant les dix prochaines années. Selon lui, les zones pouvant receler du lithium sont celles de Rwamagana, Huye et Muhanga. Actuellement, il existe des entreprises au Rwanda qui produisent de l'amblygonite, un minéral qui contient du lithium, mais n'est pas très apprécié sur le marché international et dont la production est relativement faible, contrairement au spodumène et à la lépidolite, qui contiennent plus de lithium, peuvent être

extraits en abondance et sont plus faciles à traiter.

🍷 Seychelles

Un projet d'enregistrement foncier sur les îles seychelloises de Praslin et La Digue devrait démarrer au mois de juin

Le projet, qui devrait durer environ cinq ans, sera financé par le gouvernement et sera régi par trois lois principales : le décret sur l'adjudication des titres, la loi sur l'enregistrement foncier et la loi sur l'arpentage. Un agent d'adjudication a été nommé pour la mise en œuvre du projet, aux côtés de 11 agents spécialisés. Le projet d'enregistrement foncier est un processus technique impliquant l'identification systématique, l'arpentage et la confirmation des limites et des procédures de possession et de propriété. Toutes les personnes concernées devront soumettre leurs réclamations en remplissant un formulaire et en joignant tous les documents fonciers et justificatifs pertinents. Ce projet permettra à terme de mettre à jour le cadastre.

🍷 Somalie

Pas de brève cette semaine

🍷 Soudan

Pas de brève cette semaine

🍷 Soudan du Sud

Les exportations pétrolières du Soudan du Sud menacées par le conflit au Soudan

Depuis le 15 avril 2023, et en dépit de l'amorce de discussions entre les belligérants, des affrontements armés opposent l'armée soudanaise (SAF- *Sudanese Armed Forces*) aux paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR- *Rapid Support Forces*) sur le territoire soudanais. En plus de ses conséquences sur les populations locales, le conflit risque de priver le Soudan du Sud de ses exportations de pétrole. En effet, le Soudan du Sud est intégralement dépendant des infrastructures pétrolières situées au Soudan (l'oléoduc *Greater Nile Oil Pipeline* et *Port-Soudan*) pour ses exportations pétrolières, desquelles le pays est extrêmement dépendant : selon le Fonds monétaire international (FMI), elles représentaient en 2020/21 99,2 % de la valeur des exportations totales, 66,3 % du Produit intérieur brut (PIB), 86,1 % des recettes publiques et étaient la principale source de devises étrangères. A ce jour, il semblerait que les oléoducs acheminant le pétrole brut continuent de fonctionner. L'impossibilité pour le Soudan du Sud d'exporter son pétrole en raison du conflit aggraverait la situation déjà fragile de ses finances publiques, de sa balance des paiements et aggraverait plus encore la crise humanitaire que connaît le pays.

🍷 Tanzanie

Les exportations annuelles de viande en hausse de 43 % en avril 2023

Selon le ministère de l'Élevage et de la Pêche, les exportations annuelles de viande ont augmenté de 43 % en avril 2023 par rapport à la même période en 2022 : la Tanzanie a exporté un total de 12 244 t de viande pour une valeur de 52 MUSD (principalement chèvre, mouton et bœuf) contre 8 878 t d'une valeur de 36 MUSD l'année précédente. Le ministre Abdallah Ulega a attribué cette hausse aux efforts massifs déployés par le gouvernement de Samia Suluhu Hassan pour améliorer le climat d'investissements ainsi qu'à la mobilisation des agriculteurs. La présence des six abattoirs accrédités (*Alpha Choice, Chobo Investment, Tanchoice Limited, Elia Food Overseas Limited, Dodoma Abattoirs et Nguru Hill Limited*) a également contribué de manière significative à la hausse des exportations de viande. La production de viande est passée de 769 967 t en 2021/22 à 803 264 t en 2022/23.

CRDB Bank, le principal fournisseur de services financiers en Tanzanie, s'étend à la RDC

CRDB Bank, une banque commerciale privée, est le principal fournisseur de services financiers en Tanzanie. Dans un communiqué, CRDB Bank a déclaré avoir enregistré un bénéfice brut de 56,5 MUSD au premier trimestre 2023 soit une augmentation de 3,1 % en glissement annuel. Le total des actifs de la banque a augmenté de 9,3 % pour atteindre 5 Mds USD en mars 2023 et les prêts et avances bruts se sont élevés à 305,7 MUSD (soit une hausse de 4,6 % par rapport au 31 décembre 2022). Le directeur général de CRDB Bank, Abdulmajid Nsekela, a souligné l'intention de maintenir cet élan de croissance en investissant dans des marchés et secteurs clés. Le 4 mai 2023,

CRDB Bank a obtenu une licence pour opérer en République démocratique du Congo (RDC), élargissant ainsi sa présence dans la Communauté d'Afrique de l'Est. CRDB Bank opère déjà au Burundi.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET
frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE
julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA
suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO
annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS
rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international